

JÉRUSALEM, ALGER, NEW YORK : L'INTROUVABLE ÉTAT PALESTINIEN

Les larmes de crocodile de Bruxelles

Depuis, hier, l'ONU planche sur la doléance de Mahmoud Abbas demandant pour son peuple un Etat. Bruxelles, pourtant, sait que Tel-Aviv n'a pas pour intention d'acter cela.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

Au demeurant, un Etat palestinien a déjà été proclamé à Alger par Yasser Arafat. Mais il a compté pour du beurre.

En coulisses, parlementaires et diplomatiques, l'Union européenne dit et fait répercuter «pour négocier l'Etat palestinien, il faut être deux, au moins... Pour le moment, il n'y en a qu'un, Mahmoud Abbas, c'est insuffisant».

Hypocrisie et pharisaïsme légendaires de Bruxelles, mis à part, cela est vrai. Tout le monde, compétent ou pas, intéressé ou pas du tout impliqué, mu par de bonnes ou mauvaises intentions, tout le monde donc le dit et le relève : depuis 1948 et le premier plan de partage, refusé à l'époque, hélas par les Arabes, Israël ne cherche

pas la paix, ni veut d'un Etat palestinien et n'a aucune intention d'accorder quoi que ce soit.

Si c'était autrement, on l'aurait su, tout de même.

Depuis la mort-impacte de Arafat, Tel-Aviv a obtenu à peu près tout ce qu'il désirait. Arrêt de la résistance, divisions interpalestiniennes et éclatement de l'autorité morale des ex-Philistins. Le sionisme et Moubarak faisant le reste. Isolement total de la bande de Ghaza, livrée à la seule idéologie de Hamas.

Ce dernier, actionné à distance, passe l'essentiel de son temps à casser du Abou Mazen et à dénoncer l'existence même de l'Etat israélien, est la justification majeure, le divin prétexte pour reléguer aux calendes judéo-arabes l'Etat cher à Abou Ammar. C'est-à-dire à tout jamais.



Mahmoud Abbas.

Pour autant, le chef de l'Autorité palestinienne a bien calculé en posant la candidature de son peuple à l'ONU. L'acte permet, en

effet, d'identifier les faussaires et les usurpateurs. Nombreux, il est vrai, par les temps qui courent.

D'où les angoisses euro-

péennes, du moins celles des 27 regroupés au sein de l'UE. Bruxelles craint les divisions intercontinentales (Berlin votant contre l'Etat palestinien, Paris et Londres s'abstenant, ce qui revient au même, et d'autres levant la main pour dire oui à Abou Mazen... Mais, plus que cela, les chefs de l'UE ne veulent pas apparaître comme des satrapes, des chenapans, des escrocs diplomatiques.

Défenseurs de la veuve et de l'orphelin en Libye, levant l'étendard des droits de l'homme en Syrie et en Iran, dénonçant le piétinement de la dignité humaine en Birmanie, en Chine, en Corée du Nord, à Cuba, mais taiseux, trop taiseux, extrêmement taiseux par rapport au statut privilégié acquis par Israël qui ne se sent concerné par rien qui émane de l'instance onusienne.

Et quand ça risque, quand même, de faire mal, il y a le veto des States, et les abstentions du Vieux Continent.

A. M.

Sept ans de prison pour un ancien ministre de l'Information de Moubarak

Un tribunal du Caire a condamné hier un ministre de l'Information de l'ex-président Hosni Moubarak, Anas El-Fekki, à sept ans de prison pour «dilapidation d'argent public», a rapporté la télévision d'Etat.

M. El-Fekki avait présenté sa démission du gouvernement le 12 février, au lendemain de la chute de M. Moubarak sous la pression d'une révolte populaire.

L'ancien ministre était particulièrement honni des manifestants anti-régime, qui lui reprochaient notamment d'être un homme-clé de la propagande pro-Moubarak.

La cour a également condamné à cinq ans de prison l'ancien chef de la télévision d'Etat Oussama El-Cheikh, pour une affaire d'achat de séries télévisées à des prix jugés exagérés.

L'annonce de la condamnation de M. El-Cheikh a provoqué des scènes de tumulte, ses partisans jetant des bouteilles et se ruant vers le juge Aboul Achem, qui a dû être évacué

de la salle par mesure de sécurité.

Ces deux condamnations entrent dans le cadre d'une longue série de procès et d'enquêtes judiciaires engagée après la chute de M. Moubarak contre de nombreux anciens ministres, responsables politiques et hommes d'affaires proches de son régime.

M. Moubarak lui-même est en cours de jugement depuis le 3 août dernier, ainsi que ses deux fils Alaa et Gamal, devant un tribunal du Caire. L'ancien chef d'Etat est jugé pour des

accusations de corruption, et pour sa responsabilité présumée dans des ordres d'ouvrir le feu sur les manifestants hostiles à son régime. Il plaide non-coupable.

Le procès de M. Moubarak a été ajourné au 30 octobre après une comparution samedi à huis clos du chef de l'armée et désormais premier dirigeant du pays, le maréchal Hussein Tantaoui. Une procédure est en cours pour examiner une demande des avocats des parties civiles de remplacer le président du tribunal.

L'Iran ne veut pas d'un «téléphone rouge» avec les états-Unis dans le Golfe

Le ministre iranien de la Défense, le général Ahmad Vahidi, a rejeté hier l'idée lancée par des responsables militaires américains d'instaurer un «téléphone rouge» entre les deux pays pour éviter tout affrontement intempestif dans la région du Golfe, a rapporté l'agence Fars.

«Nous n'avons pas besoin d'une telle ligne (de communication, ndlr) dans la région. Ils (les Etats-Unis) veulent qu'il y ait un téléphone rouge pour régler les problèmes en cas de tensions, alors que nous estimons que s'ils ne restent pas dans la région, il n'y aura pas de tension», a déclaré le général Vahidi.

Le plus haut gradé américain, l'amiral Mike Mullen, a regretté le 20 septembre l'absence de «lien de communication direct» avec l'Iran.

«Nous n'avons pas de lien de communication direct avec l'Iran depuis 1979 et je pense que cela constitue un terreau pour de nombreuses erreurs de jugement» et donc d'escalade en cas de crise, a déclaré l'amiral Mullen.

Il a rappelé que «même pendant les jours les plus sombres de la Guerre froide, nous avions des liens avec l'Union soviétique».

«Donc si quelque chose arrive, nous sommes pratiquement assurés de ne pas bien faire les choses, qu'il y aura des erreurs de jugement, ce qui serait extrêmement dangereux dans cette partie du monde», a-t-il jugé.

Les Etats-Unis s'inquiètent en particulier des activités dans le Golfe de la flottille de vedettes rapides contrôlée par les Gardiens de la révolution, la force d'élite du régime de Téhéran.

Les responsables du Pentagone souhaiteraient notamment davantage de contacts entre les marines nationales des deux pays, afin d'éviter toute possibilité d'erreur d'appréciation de part et d'autre, selon le *Wall Street Journal* qui a révélé l'idée lancée par les militaires américains.

L'Iran a commencé à équiper hier ses forces navales avec un nouveau «missile de croisière» de 200 km de portée, baptisé Ghader et capable de frapper navires et cibles côtières.

Ce missile «léger, de haute capacité destructrice et de haute précision», va être livré «en grand nombre» aussi bien aux forces navales des Gardiens de la révolution, qui assurent la défense des eaux iraniennes dans le Golfe, qu'aux unités de haute mer dépendant de la marine, a précisé le général Vahidi dans un communiqué.

AFGHANISTAN

Les violences en hausse de près de 40% sur un an

Les violences dans le cadre de la guerre qui ensanglante l'Afghanistan depuis dix ans ont augmenté de près de 40% cette année par rapport à la même période en 2010, selon un rapport de l'ONU rendu public hier.

Malgré la présence de quelque 140 000 soldats de la force internationale de l'Otan, Américains pour plus des deux tiers, les talibans ont considérablement intensifié leur insurrection ces dernières années et étendu leurs actions de guérilla à la quasi-totalité du pays, multipliant même les attaques suicide en plein cœur de la capitale Kaboul. Dans son rapport trimestriel au Conseil de sécurité, le secrétariat général des Nations Unies invoque «une moyenne de 2 108 incidents violents par mois» sur les huit premiers mois de 2011, «soit une augmentation de 39%» par rapport aux huit premiers mois de 2010.

Deux tiers de ces violences se concentrent sur le sud et le sud-est de l'Afghanistan, bastions tradi-

tionnels des talibans et d'autres groupes insurgés qui leur sont liés, selon l'ONU, en particulier leur berceau de la province de Kandahar.

Par voie de conséquence, le nombre de civils tués durant l'été a augmenté de 5% par rapport à la même période de l'été 2010, selon le rapport. La Mission des Nations Unies en Afghanistan (Manua) a ainsi décompté 971 civils tués de juin à août 2011, dont trois quarts attribués aux actions des insurgés et 12% résultant de bavures de la force internationale de l'Otan, commandée par les Etats-Unis. La multiplication des attaques suicide dans les centres urbains cette année, en particulier à Kaboul, mais aussi plusieurs assassinats ciblés de responsables gouvernementaux, provinciaux ou des chefs de la police renforce l'impression que l'insurrection progresse, quelques mois après que les Etats-Unis et l'Otan eurent annoncé un retrait progressif de leurs troupes de combats d'ici à fin 2014. A cette échéance, la communauté internatio-

nale prévoit avoir transféré la responsabilité de la sécurité du pays dans les mains des forces afghanes qu'elles recrutent et forment à marche forcée. Une mission quasi-impossible selon les experts internationaux de l'Afghanistan.

Le nombre d'attentats suicide est sensiblement le même sur les huit premiers mois 2010 et 2011 mais, en décomposant cette statistique, il apparaît que la proportion d'attaques complexes et coordonnées menées par des commandos de kamikazes a considérablement progressé, de 50%, avec au moins trois par mois, selon le rapport de l'ONU, qui parle d'un «contexte d'intensification générale des combats».

Le précédent rapport trimestriel de l'ONU sur la situation en Afghanistan faisait déjà état d'une augmentation de 15% du nombre de civils tués sur les six premiers mois de l'année par rapport à la même période en 2010, laissant augurer une année 2011 la plus meurtrière en dix ans de guerre.

Des milliers de détenus palestiniens d'Israël en grève de la faim

Des milliers de Palestiniens détenus par Israël ont entamé hier une grève de la faim pour dénoncer l'isolement carcéral, a affirmé le ministre palestinien des Prisonniers Issa Qaraqaë.

«Je peux confirmer que tous les détenus (palestiniens, Ndlr) des prisons israéliennes ont entamé une grève de la faim de trois jours, qui pourrait être prolongée, à titre d'avertissement à l'administration israélienne», a déclaré M. Qaraqaë à des journalistes à Ramallah. «Près de 200 prisonniers du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP, gauche radicale, Ndlr) et d'autres ont commencé hier (mardi, Ndlr) une grève de la faim illimitée pour protester contre l'isolement continu de leur secrétaire général Ahmad Saadat depuis quatre ans», a indiqué le ministre.

«Il y a des prisonniers à l'isolement depuis dix ans», a-t-il ajouté, précisant que la grève s'était étendue à toutes les prisons pour dénoncer l'isolement ainsi que des mesures punitives croissantes contre les détenus, selon lui.

«Les autorités pénitentiaires ont imposé de lourdes sanctions et des mesures sans précédent, mettant les prisonniers en état de rébellion contre toutes les règles en vigueur dans les prisons de l'occupation», a-t-il poursuivi.

Selon l'organisation israélienne de défense des droits de l'Homme B'Tselem, plus de 5 000 Palestiniens sont détenus par Israël, dont près de 200 mineurs.